

Lancement du "Prix Samir Kassir pour la liberté de la presse"2012

Conférence de presse - 25 Janvier 2012

Remarques introductives par l'Ambassadeur Angelina Eichhorst, Chef de la Délégation de l'Union européenne au Liban

CHECK AGAINST DELIVERY

Mesdames et Messieurs,
Chers amis,

Aujourd'hui, nous lançons pour la 7^{ème} fois le "Prix Samir Kassir pour la Liberté de la presse". Je salue la présence de Mme Gisèle Khoury-Kassir et de M. Walid Kassir, les représentants de la Fondation Samir Kassir, ainsi que celle des ambassadeurs et représentants des Etats membres de l'Union européenne accrédités au Liban

Aujourd'hui, nous réaffirmons notre engagement au journaliste et écrivain Samir Kassir et aux valeurs qui lui étaient chères. Son assassinat en 2005 ne l'a pas réduit au silence. Son combat pour la liberté d'expression continue à inspirer les journalistes à être courageux et professionnels dans la collecte, la publication et l'interprétation des informations. Il les inspire à utiliser les mots comme des armes contre l'oppression.

La mémoire et les valeurs de Samir Kassir sont plus vivantes que jamais en cette période de transition dans une nouvelle région méditerranéenne. Sa mémoire continue à tous nous inspirer à être un moteur pour la démocratie et les droits de l'homme et d'ouvrir les portes à un changement positif, à la liberté, la dignité et la justice sociale.

Toute société moderne a besoin de bonnes structures de gouvernance afin de permettre à ses médias d'opérer librement. Les journalistes devraient avoir l'occasion et la possibilité de rapporter, avec professionnalisme, des histoires humaines et des situations réelles, sans craindre intimidations ou représailles. Ce faisant, les journalistes forment un pont entre les citoyens et leurs dirigeants, véhiculant l'information, exprimant des opinions et partageant des idées, mais également entre les citoyens, leur permettant d'apprendre les uns des autres et de se construire en tant qu'individus et en tant que communauté.

Mesdames et Messieurs,

La couverture médiatique des soulèvements qui ont eu lieu dans cette partie du monde a révélé la puissance de la large gamme d'outils dont les journalistes disposent désormais pour accéder et partager immédiatement des informations par le biais des nouveaux médias. Malheureusement, les limites imposées aux journalistes et médias professionnels dans

l'accomplissement de leurs missions en toute liberté et en toute sécurité, sont tout aussi puissantes. Elles varient de l'inhibition de la circulation et de l'accès à l'information, à l'arrestation de professionnels des médias et de blogueurs, aux expulsions et aux refus de visa pour les journalistes internationaux, ainsi qu'aux enlèvements, voire même au meurtre.

Malheureusement, 2011 n'a pas été une bonne année pour la liberté des médias, ni dans cette région ni dans le reste du monde d'ailleurs, comme l'a récemment souligné Reporters Sans Frontières dans son rapport annuel. De nombreux journalistes ont dû payer un lourd tribut pour exercer leur devoir de rapporter l'information, chercher la vérité, l'illustrer et la publier. 66 journalistes ont perdu la vie en 2011, dont 20 au Moyen-Orient, soit deux fois plus qu'en 2010. Par ailleurs, 252 ont été arrêtés, 553 agressés ou menacés et 30 enlevés. Ces chiffres inacceptables révèlent que le droit à la liberté d'expression requiert également une défense et une protection continues.

La liberté de la presse est la pierre angulaire de la liberté d'expression, un droit fondamental pour chaque être humain et une part inhérente à la dignité humaine. Pour l'Union européenne, la liberté d'expression, la liberté de conscience et la liberté de la presse sont des piliers fondamentaux de la démocratie et de l'Etat de droit et sont des conditions préalables à la protection de toutes les autres libertés.

Nous n'avons cessé de renouveler notre engagement envers ces libertés : non seulement dénonçons-nous les restrictions injustifiées à la liberté des médias et au travail des journalistes, mais nous prenons également des actions concrètes comme la réédition annuelle de ce prix ou le financement d'initiatives comme les Yeux de Samir Kassir (SKEYES), qui soutient directement les journalistes, surveille les violations de la liberté de la presse et de la culture, et apporte un soutien juridique aux journalistes et intellectuels qui font face à des poursuites en justice.

N'oublions pas que la liberté d'expression est un droit mais également une responsabilité qui doit être prise au sérieux et doit être utilisée avec professionnalisme. Une presse responsable doit avoir pour valeurs intégrité, éthique et honnêteté pour être crédible et digne de confiance.

Cette année encore, le Prix Samir Kassir rend hommage à ceux qui s'efforcent de travailler et qui se battent pour une presse plus libre et une société plus informée et plus démocratique dans la région.

Depuis sa création, le prix a acquis une reconnaissance de plus en plus grande et a connu une participation accrue continue, avec plus de 630 journalistes participant au Prix depuis 2006. Les 12 articles récompensés ont traité une variété de thèmes relatifs à l'état de droit ou aux droits de l'homme tels que la protection des populations vulnérables, la discrimination, les droits des femmes, les élections, la démocratie et la liberté d'expression.

J'encourage donc tous les journalistes à participer; nous sommes impatients de recevoir de nombreuses contributions instructives, inspirantes, et poussant à la réflexion, qui seront en compétition pour le Prix Samir Kassir 2012.

Je donne maintenant la parole à Mme Gisèle Khoury, Président de la Fondation Samir Kassir.

Merci à tous.

